

Les agrocarburants : menaces ou opportunités pour les agricultures familiales ?

BÉNÉDICTE HERMELIN ET DAMIEN LAGANDRÉ

En pleine crise pétrolière, les agrocarburants ont été présentés comme une solution d'avenir pour assurer l'indépendance vis-à-vis du pétrole et lutter contre le réchauffement climatique, alors que le débat scientifique sur l'opportunité et les avantages des agrocarburants semble à ses débuts. Si les premiers calculs d'analyse du cycle de vie des agrocarburants étaient très positifs^[1], c'est qu'ils ne prenaient pas en compte un certain nombre de facteurs^[2].

Les pays développés ont mis en place des politiques volontaristes d'intégration des agrocarburants dans les carburants destinés aux transports. Ces politiques visent un triple objectif : fournir de nouveaux débouchés à l'agriculture des pays développés, diversifier les ressources énergétiques pour améliorer leur indépendance énergétique et limiter les émissions de GES. Elles ont ainsi créé une forte incitation à investir dans des plantations d'agrocarburants dans les pays en développement. L'incitation était d'autant plus forte qu'avec un baril de pétrole au-dessus de 100 dollars, les agrocarburants devenaient compétitifs face aux carburants fossiles.

La question de l'impact potentiel et probable du développement des agrocarburants pour les paysans des pays du Sud est particulièrement difficile à traiter. Il existe en effet très peu d'études de cas ou de publications indépendantes. Les nombreuses études disponibles sont souvent réalisées ou commanditées par des organisations non gouvernementales (ONG) ou des groupes d'intérêts agricoles^[3]. Par ailleurs, les impacts sont très variables selon les contextes : en fonction du cadre législatif des pays, du niveau de sécurité alimentaire, de la quantité de terres disponibles, de l'importance des droits fonciers informels, etc.^[4]. De plus, deux types de filières coexistent : la production d'agrocarburants sur de grandes plantations, et la production par des agricultures familiales. Les effets ne peuvent donc être généralisés, ce qui limite la crédibilité des positions dogmatiques (les agrocarburants présentés soit comme la solution d'avenir pour s'affranchir du tout pétrole^[5], soit comme les affameurs de la planète^[6]). Ce document adopte donc une

[1] Écobilan et Pricewaterhouse Coopers, *Bilans énergétiques et gaz à effet de serre des filières de production de biocarburants en France*, Ademe, Orléans, 2002.

[2] Les premières méthodologies utilisées pour mesurer les économies d'émissions de gaz à effet de serre (GES) réalisées avec les agrocarburants ne prenaient pas ou mal en compte le changement d'affectation des sols, les effets du protoxyde d'azote (NO₂) et les coproduits issus de la production d'agrocarburant. À ce titre, la nouvelle méthodologie élaborée par l'Ademe (Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie) devrait être plus précise et donc mitiger les effets positifs des agrocarburants sur les émissions de GES. Bio Intelligence Service, *Élaboration d'un référentiel méthodologique pour la réalisation d'analyses du cycle de vie appliquées aux biocarburants de première génération en France*, Ademe, Orléans, 2008.

[3] Par exemple, Oxfam, *La pauvreté roule aux agrocarburants*, Oxfam, Oxford, 2007 ou ONIGC, *Biocarburants 2010 : quelles utilisations des terres en France*, ONIGC, Montreuil, 2007.

[4] T. Altenburg et al., *Biodiesel policies for rural development in India*, DIE, Bonn, 2008.

[5] L. A. Moreno, « The support for biofuels », 2008, **Bénédicté Hermelin et Damien Lagandré travaillent au Gret (Groupe de recherche et d'échanges technologiques), une association professionnelle de solidarité et de coopération internationale qui mène des projets de développement – notamment agricole – et d'accès à l'énergie dans des pays du Sud.**

position différenciée permettant d'analyser certains éléments d'impacts en fonction du contexte.

Nous présentons dans un premier temps les risques et les avantages potentiels du développement des agrocarburants, avant d'analyser ces risques pour les plantations industrielles et pour les exploitations familiales.

Agrocarburants : opportunités et risques

Avec l'augmentation du prix du pétrole, les agrocarburants ont régulièrement été présentés comme prometteurs pour répondre à de nombreux défis, comme la crise énergétique, le réchauffement climatique ou l'avenir de l'agriculture. La question de la réduction des GES a été le premier élément mis en avant. Ce point spécifique fait toujours débat et ne sera pas traité dans cet article car il n'affecte pas directement les exploitations familiales.

Les agrocarburants ont également fréquemment été présentés comme un moyen de lutter contre la pauvreté en diversifiant les revenus des producteurs, en fournissant des emplois dans les plantations, en améliorant l'accès à une énergie bon marché dans les zones enclavées, etc.^[7].

Cependant, les agrocarburants sont également facteurs de risques pour les agricultures familiales. Le développement des cultures énergétiques se traduit directement par une augmentation de la demande foncière. La concurrence sur l'utilisation des terres s'exprime, a minima, au niveau de la sécurité alimentaire^[8] et au niveau de l'accès et de l'utilisation de la terre.

En pleine crise alimentaire, il est primordial de connaître avec précision les effets de concurrence entre les productions alimentaires et vivrières et une nouvelle agriculture à des fins non alimentaires. La simple logique de maximisation du profit du producteur conduit à cultiver les cultures les plus rentables sur les meilleures parcelles et donc à déplacer les cultures vivrières vers les parcelles moins productives. Il est souvent précisé que les cultures énergétiques sont réalisées sur des terres marginales^[9]. En analysant la notion de terre marginale, nous allons voir que cette concurrence entre les cultures existe largement. Par ailleurs, cette concurrence a également des effets sur les marchés internationaux entraînant un renchérissement des produits agricoles alimentaires. La crise alimentaire de 2007-2008 étant plus une question d'accessibilité de l'alimentation que de disponibilité (les aliments

<http://english.unica.com.br/opinioao/show.asp?msgCode={2103E334-3B93-46ED-85F1-B22747E7CBEE}>

[6] Par exemple « Jean Ziegler qualifie le recours aux biocarburants de crime contre l'humanité », Centre d'actualités de l'ONU, 26 octobre 2007.

[7] L. Peskett *et al.*, *Biofuels, agriculture and poverty reduction*, ODI, Londres, 2007.

[8] Selon la définition adoptée lors du Sommet mondial de l'alimentation à Rome en 1996, la sécurité alimentaire est atteinte lorsque tous les individus ont, à tout moment, accès à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active. Cette définition renvoie à quatre dimensions de la sécurité alimentaire : la disponibilité alimentaire, l'accessibilité économique et physique aux aliments, l'utilisation des aliments et la stabilité des trois dimensions précédentes.

[9] G. Gopalakrishnan *et al.*, *Use of marginal land and water to maximize biofuel production*, USDA, 2008 ; E. Campbell *et al.*, « The global potential of bioenergy on abandoned agricultural land », *Environmental Science & Technology*, vol. 45, n° 15, 2008, p. 5791-5794.

sont disponibles, mais trop chers), un renchérissement des produits alimentaires conduit directement à une augmentation de l'insécurité alimentaire^[10].

Par ailleurs, cette nouvelle demande de terres renforce la pression foncière sur les exploitations familiales et sur les ressources naturelles (mise en culture de nouvelles terres)^[11]. Cette nouvelle pression se décline à deux niveaux. Elle s'exprime tout d'abord sur l'utilisation des terres. Les terres cultivées ou non (forêts, zones de parcours, savanes) sont converties à des fins de production d'agrocarburants. Ce changement d'usage, souvent vers des monocultures intensives, a des conséquences fortes sur la déforestation, la biodiversité, les fonctions non agricoles des terres (le pâturage, par exemple).

Le deuxième niveau d'impact de la pression foncière porte sur l'accès à la terre, avec des phénomènes d'exclusion^[12]. Certaines populations sont exclues de manière explicite, lorsqu'il y a un changement de propriétaire, que ce soit par expropriation (violente ou non, souvent dans des contextes de droits fonciers flous) ou simplement par les forces du marché (concentration des terres). D'autres populations sont exclues de leur terre sans que cela soit visible. Par exemple, des maris récupèrent des parcelles usuellement cultivées par les femmes, car ces terres sont devenues rentables. Les effets sont donc différenciés en fonction des catégories sociales (les pasteurs ou les femmes par exemple)^[13].

Les risques identifiés en termes fonciers ou de sécurité alimentaire, mais également les opportunités en termes de revenus ou d'accès à l'énergie, seront les axes d'analyse de deux grandes filières de production d'agrocarburants.

Les grandes plantations industrielles

Soutenue par les politiques incitatives des pays développés (Union européenne et États-Unis en tête), la production d'agrocarburants est en croissance soutenue. Le phénomène est difficile à évaluer, car récent et mal documenté. De nombreuses multinationales investissent massivement dans les cultures énergétiques et les exemples abondent dans la presse des pays en développement^[14]. À tel point que les institutions des Nations unies en charge des questions agricoles, la FAO (Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation) et le Fida (Fonds international pour le développement agricole) se penchent sur la question. La FAO a lancé une série d'études de terrain

[10] R. Naylor *et al.*, « The ripple effect. Biofuels, food security and the environment », *Environment*, vol. 49, n° 9, 2007, p. 30-43.

[11] R. Abramovay, « A political-cultural approach to the biofuels market in Brazil », 2008, http://www.econ.fea.usp.br/abramovay/artigos_journal/2008/Abramovay_Ethanol_biodiesel_Brazil_political_cultural_approach.pdf.

[12] T. Altenburg *et al.*, *op. cit.*

[13] D. Rajagopal, « Rethinking current strategies for biofuel production in India », communication à la conférence IWMI FAO ICRISAT, Hyderabad, 2007.

[14] Par exemple « SMC, biofuel firms seek land for ethanol », *Philippine Inquirer*, 9 février 2009 ; « Tanzania : biofuels cause land scramble », *East Africa Business Week*, 7 février 2009 ; « Biocarburant : ruée sur l'Or vert au Sénégal », *Cafébabel.com*, 9 février 2009. De nombreux exemples sont aussi répertoriés sur le site www.hubrural.org.

pour tenter de chiffrer le phénomène^[15] et le Fida a diffusé un questionnaire sur la question^[16].

Les enjeux fonciers

Les grandes plantations, de plusieurs milliers d'hectares, doivent acquérir ces surfaces, rarement vides d'homme, auprès des propriétaires. Dans les pays en développement, où les droits fonciers ne sont pas toujours clairs, les industriels disposent de différents moyens pour obtenir des terres cultivables.

La première option est naturellement une acquisition sur les marchés fonciers, qu'ils soient formels ou informels. Les grands propriétaires fonciers achètent les parcelles directement auprès des agriculteurs familiaux détenteurs de droits formels ou coutumiers. Ce phénomène de concentration des terres, qui conduit souvent à une augmentation des inégalités, n'est cependant pas spécifique aux agrocarburants. L'engouement récent dont ils font l'objet a néanmoins largement renforcé ce phénomène de concentration^[17]. Cette acquisition par les « forces du marché » est d'autant plus facile que les agriculteurs familiaux ne possèdent pas toujours de titres de propriété. De simples « accords » avec le cadastre ou les responsables coutumiers permettent de convaincre les récalcitrants de céder leurs terres^[18].

La deuxième option d'obtention est l'achat de concessions de plusieurs milliers d'hectares auprès des États. Aux Philippines, le gouvernement a signé des accords avec des entreprises chinoises, pour un montant total de 3,83 milliards de dollars pour une production d'éthanol sur plus d'un million d'hectares^[19]. Cet exemple, parmi tant d'autres^[20], montre clairement les risques liés au développement de ces grandes plantations. Les concessions vendues peuvent être de différentes natures : des forêts, des zones agricoles, des terres marginales.

Lorsque les concessions sont situées en zone forestière, l'impact des agrocarburants est très largement négatif du fait de la déforestation. Par ailleurs, les effets sont négatifs pour les nombreuses familles qui vivent des ressources de la forêt et notamment de l'exploitation du bois (bois de chauffage et bois de coupe)^[21].

Lorsque les concessions recouvrent des zones exploitées par des agriculteurs, qui ne possèdent pas nécessairement de titre foncier formel, la vente de la concession entraîne l'expropriation des agriculteurs. Ceux-ci deviennent alors des paysans sans terre. Les entrepreneurs argumentent que des emplois sont créés dans les plantations. Mais les exploitations familiales nécessitent plus d'emplois que les plantations industrielles (facteur de 1 à 10^[22]). Ainsi, de très nombreux paysans

[15] L. Cotula *et al.*, *Fuelling exclusion? The biofuels boom and poor people's access to land*, IIED & FAO, Londres & Rome, 2008.

[16] Ce questionnaire est en ligne sur le site du HubRural : www.hubrural.org/spip.php?id_rubrique=1&page=actualite&mot=16.

[17] S. Noronha *et al.*, « Agribusiness and biofuels: an explosive mixture », *Nucleo Amigos da Terra*, 2006, p. 24.

[18] L. Cotula *et al.*, *op. cit.*

[19] A. Ernesting, « Agrofuels in Asia. Fuelling poverty, conflict, deforestation and climate change », *Seedling*, juillet, 2007, p. 25-33.

[20] Grain, *Main basse sur les terres agricoles en pleine crise alimentaire et financière*, Grain, Barcelone, 2008.

[21] B. Niary, *Biofuel land grabbing in Northern Ghana*, Regional Advisory and Information Network Systems, Tamale, 2008 ; T. Beck et C. Nesmith,

« Building on poor people's capacities. The case of common property resources in India and West Africa », *World Development*, vol. 29, n° 1, 2001, p. 119-133.

[22] A. Alpha et C. Castellagnet, *Défendre les agricultures familiales : lesquelles, pourquoi ?*, Coordination Sud, Paris, 2007.

perdent non seulement leur outil de production (et donc leur capital) mais également leur emploi.

Cependant, une grande partie des projets de plantations d'agrocarburants sont planifiés sur des terres dites marginales, réputées disponibles. Ces terres marginales sont des terres agricoles – donc déboisées – au potentiel de production alimentaire limité. C. B. Field et ses collègues estiment, d'après des images satellites, que 386 millions d'hectares de terres agricoles ne sont pas cultivées dans le monde^[23]. Ils précisent également que ces estimations sont peu fiables avec une marge d'erreur de près de 50 %. De fait, le Fonds pour l'environnement mondial (Fem) estime que seuls 5,7 millions d'hectares au maximum sont disponibles pour la culture des agrocarburants^[24]. De plus, bien que marginales, ces terres ne sont pas vides d'hommes^[25]. Elles sont utilisées comme zones de pâturages, de transhumance, de collecte de bois, etc., souvent par des personnes particulièrement vulnérables^[26]. Il est également possible que certaines surfaces soient considérées comme marginales, bien qu'étant en jachère. Lorsque les données sont fournies par les gouvernements, les terres sont classées comme marginales simplement parce qu'elles sont gérées par des droits coutumiers et donc non cadastrées^[27]. Enfin, si ces terres sont, dans les faits, marginales, c'est également parce que ce sont les terres les moins productives ; les rendements potentiels sur ces parcelles sont donc probablement faibles. L'exploitation de ces terres avec des monocultures intensives (soja, maïs, canne à sucre) présente également des risques en matière de gestion des ressources naturelles (biodiversité, érosion, fertilité)^[28].

La mobilisation des terres marginales pour les agrocarburants est une solution pour augmenter significativement leur production sans déboiser ni concurrencer les productions alimentaires^[29]. Cependant, afin de préserver les usages locaux, l'identification des terres réellement disponibles est primordiale. Certaines initiatives tentent de protéger ces usages. Ainsi, au Mozambique, les investisseurs sont légalement tenus de consulter les détenteurs de droits locaux (incluant les droits coutumiers) afin de s'assurer que les parcelles convoitées sont libres et sans occupants. Cette loi de protection des populations locales est néanmoins peu appliquée^[30].

Enfin, que ce soit dans le cas de concessions vendues par l'État ou lors d'acquisition sur le marché foncier privé, des violences sont régulièrement recensées^[31]. Les agriculteurs des zones soumises à des accaparements n'ont souvent pas d'autre recours que de refuser leur expulsion.

[23] C. B. Field *et al.*, « Biomass energy: the scale of the potential resource », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 23, n° 2, 2007, p. 65-72.

[24] Global Environment Facility, *Report on the GEF-STAP workshop on liquid biofuels*, Programme des Nations unies pour l'environnement, Nairobi, 2006.

[25] D. Gautier, « Quelles surfaces disponibles pour la production d'agrocarburants au Sahel », intervention à la journée d'étude du Groupe Initiatives, *Les agrocarburants : opportunités et menaces pour les populations du Sud*, Nogent-sur-Marne, 25 juin 2008, www.groupe-initiatives.org/Le-programme-de-la-journee.html.

[26] T. Beck et C. Nesmith, *op. cit.*

[27] D. Rajagopal, *op. cit.*

[28] T. Altenburg *et al.*, *op. cit.*

[29] J. Hill *et al.*, « Environmental, economic and energetic costs and benefits of biodiesel and ethanol biofuels », *Proceedings of the National Academy of Sciences of the United States of America*, vol. 103, n° 30, 2006, p. 11206-11210.

[30] L. Cotula *et al.*, *op. cit.*
 [31] T. Allen-Mills, « Biofuel gangs kill for green profits », *Sunday Times*, 3 juin 2007.

La substituabilité des produits alimentaires et énergétiques

L'impact de la substitution entre produit alimentaire et énergétique se situe en premier lieu au niveau de l'utilisation de la terre et donc de la disponibilité alimentaire. La concurrence sur la ressource foncière entre cultures énergétiques et alimentaires ne se situe pas uniquement au niveau de l'accès mais aussi sur l'utilisation des terres. Le changement d'affectation d'une parcelle vivrière diminue localement la production alimentaire. Ainsi, la substitution entre les cultures énergétiques et alimentaires serait responsable de 30 % de l'augmentation des prix agricoles sur le moyen et long terme^[32], ce qui implique, par ailleurs, une diminution de l'accessibilité à l'alimentation.

Le cas du maïs mexicain

La tortilla, galette de maïs, est l'aliment de base des Mexicains. Mais à l'heure actuelle, près du quart du maïs consommé au Mexique est importé. En effet, depuis 1994, date de l'entrée en vigueur de l'Alena (Accord de libre-échange nord-américain), le Mexique est devenu de plus en plus importateur de maïs produit aux États-Unis, premier exportateur mondial. Le maïs américain, subventionné, est meilleur marché que le maïs produit au Mexique. Ce dernier est le plus souvent cultivé par des petits producteurs, qui ont donc vu leur revenu chuter suite à la mise en concurrence internationale. Cependant, le maïs produit aux États-Unis est de plus en plus destiné à être transformé en éthanol incorporé dans l'essence. En 2007, 25 % de la production a été consacrée à la production de carburant. La baisse des quantités destinées à l'alimentation humaine a entraîné une hausse des prix du maïs, qui s'est répercutée au Mexique. En 2006, le prix de la tortilla a grimpé de 14 % et a entraîné une crise sociale importante. Pour répondre aux manifestations qui se multipliaient dans le pays, le gouvernement mexicain a dû en urgence fixer un prix plafond pour la tortilla.

La substituabilité des productions conduit également à des impacts en termes d'accessibilité de l'alimentation. Elle renforce en effet la liaison entre les prix de l'alimentation et les prix de l'énergie^[33]. Une augmentation des prix du pétrole entraîne à la hausse la demande en agrocarburants, qui se traduit par une diminution des réserves alimentaires et donc une augmentation des prix agricole^[34]. L'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) est cependant plus prudente quant à cette corrélation. Selon l'organisation, peu d'agrocarburants sont compétitifs face au pétrole^[35], ce qui implique que la production d'agrocarburants est davantage déterminée par les politiques énergétiques des pays développés que les prix du pétrole. L'étude cite néanmoins le cas de l'éthanol brésilien (le seul qui soit actuellement rentable) où l'arbitrage entre usage alimentaire et énergétique du sucre de canne est rapide et lié au prix de l'énergie^[36].

[32] J. von Braun, *Hausse des prix alimentaires et actions stratégiques proposées: que faire, par qui, comment*, IFPRI, Washington, 2008.

[33] Historiquement, la liaison des prix alimentaires et ceux de l'énergie est due aux intrants nécessaires à la production alimentaire (engrais, pesticides, énergie).

Avec le développement des agrocarburants, la liaison est renforcée par les débouchés dont les prix sont liés au marché de l'énergie. J. Schmidhuber, *Biofuels: an emerging threat to Europe's food security?*, Notre Europe, Paris, 2007.

[34] J. von Braun, *op. cit.*

[35] OCDE et FAO, *Agricultural outlook*, OCDE & FAO, Paris & Rome, 2008, www.agri-outlook.org/document/51/0,3343,en_3677471_5_36775671_40691187_1_1_1_1,00.html.

[36] M. von Lampe, «Le lien entre l'augmentation des prix agricoles et l'augmentation de la production d'agrocarburants», intervention à la journée d'étude du Groupe Initiatives, *op. cit.*

Cette liaison des prix alimentaires avec les prix de l'énergie est un facteur d'accroissement de la variabilité des prix des oléagineux, du blé et du maïs^[37]. Dans un contexte de raréfaction des ressources énergétiques, qui devrait s'amplifier dans les années à venir, cette liaison est un facteur de risque important pour la sécurité alimentaire, notamment des plus pauvres^[38].

La très forte demande en terres issues de l'accroissement des plantations d'agrocarburants industriels implique donc une augmentation de l'insécurité foncière pour les agriculteurs familiaux et a tendance à accroître l'insécurité alimentaire aussi bien en termes de disponibilité que d'accessibilité. Cependant, ces risques ne sont pas tous inhérents aux plantations industrielles et peuvent dans certains cas être également mis en évidence dans les exploitations familiales.

Les exploitations familiales

Dans les pays du Sud où les exploitations sont généralement familiales, les agrocarburants peuvent contribuer à la réduction de la pauvreté, en offrant de nouvelles opportunités d'exportation alors que les prix des cultures de rente classiques (par exemple café et coton) restent très bas et peuvent aussi être une source locale d'énergie.

Les filières organisées

Afin que le développement des agrocarburants bénéficie aux exploitations familiales, certains États et industriels mettent en place des filières relativement intégrées. Les petits producteurs contractualisent avec l'industriel, ce qui permet de fixer les quantités livrées, les périodes de livraison et le prix. Souvent, l'industriel apporte un appui technique, fourni les intrants (engrais, semences, produits phytosanitaires) au producteur et en déduit le coût du prix d'achat au producteur, ce qui permet à ce dernier de ne pas faire l'avance de trésorerie. Cependant, les conditions de négociation sont souvent défavorables aux exploitants familiaux.

P. Burnod décrit l'exemple de Madagascar, où D1-BP Fuel Crops Limited (joint-venture entre D1 Oils et BP) met en place une filière agrocarburants basée sur des exploitations familiales produisant du jatropha^[39]. Près de 1 000 agriculteurs sont impliqués pour une surface plantée comprise entre 3 000 et 4 000 hectares. La négociation des termes du contrat n'est pas nécessairement en faveur de l'agriculteur du fait des asymétries de pouvoir. Les exploitations les moins bien dotées

[37] J. von Braun, *The world food situation: new driving forces and required actions*, IFPRI, Washington, 2007.

[38] J. Schmidhuber, *op. cit.*
[39] P. Burnod,

« Développement des filières agrocarburants : quels avantages et contraintes pour la petite agri-culture familiale ? Le cas des filières jatropha à Madagascar », intervention à la journée d'étude du Groupe Initiatives, *op. cit.* Le jatropha, ou pourghère, est un arbuste adapté aux milieux secs. L'huile extraite de sa graine peut être utilisée comme agrocarburant.

en terre, en capital et en travail risquent donc d'être exclues de ces contrats.

L'exemple de la filière biodiesel au Brésil, également basée sur la contractualisation, est particulièrement intéressant car, en associant l'État et les syndicats paysans à la négociation avec les industriels, les asymétries de pouvoir sont compensées. Le Programme national de production du biodiesel (PNPB) dépend du ministère du Développement rural et a un objectif de réduction de la pauvreté dans les zones rurales les plus pauvres, la présence du gouvernement et des syndicats dans la négociation permettant de veiller à l'atteinte de ces objectifs^[40]. La contractualisation entre les producteurs et les industriels, pilotée par les syndicats agricoles, porte sur les prix d'achat des matières premières (soit fixes, soit supérieurs aux prix du marché), la durée de l'engagement (de 2 à 25 ans en fonction des cycles de production), l'apport en assistance technique, ainsi que les conditions de livraison. Début 2008, plus de 68 000 contrats avaient été signés^[41].

Cependant, si l'accès à la terre des agriculteurs familiaux est préservé, les risques identifiés précédemment au niveau des concurrences avec les productions alimentaires ne sont pas levés. Le cas de filières strictement locales permet de limiter ces risques.

Les filières strictement locales

En zone rurale isolée, le prix de l'énergie est particulièrement élevé et constitue un frein important à la sortie de la pauvreté. Le prix du kilowattheure est proche de 1,50 euro en zones rurales contre 0,15 euro en métropoles^[42]. Dans ce contexte, le développement d'une utilisation locale d'agrocarburants peut être un facteur d'enrichissement. De plus, ces zones rurales étant déconnectées des marchés internationaux, la compétitivité d'une filière énergie locale (production électrique à partir d'un générateur) est relativement assurée. Ainsi, dans la commune de Yorosso, au Mali, un projet de plantation de jatropha est mis en place sur 300 hectares^[43] et une coopérative de producteurs investit dans une unité de production. L'objectif du projet est d'assurer une partie des besoins électriques de la commune et de remettre en culture les parcelles anciennement cultivées en coton et abandonnées suite à la crise cotonnière^[44].

Contrairement aux filières précédemment étudiées, ces filières strictement locales n'entrent que marginalement en concurrence avec les productions alimentaires. Cotula et ses collègues décrivent comment les villages maliens décident collectivement de cultiver du jatropha sur les terres communales^[45]. La décision étant prise au niveau des agri-

[40] J. Diniz, « Une réponse aux besoins énergétiques dans les pays du Sud? », intervention à la journée d'étude du Groupe Initiatives, *op. cit.*

[41] R. Abramovay et R. Magalhães, *The access of family farmers to biodiesel markets. Partnerships between big companies and social movements*, IIED, Londres, 2008.

[42] C. De Gromard, « La fracture énergétique et les bioénergies dans les économies en développement », intervention à la journée d'étude du Groupe Initiatives, *op. cit.*

[43] Geres, « Les agrocarburants en Afrique de l'Ouest, priorité au développement local », Geres, Aubagne, 2009.

[44] B. Sogoba, « Agrocarburant. Pour répondre à quel besoin énergétique? », intervention à la journée d'étude du Groupe Initiatives, *op. cit.*

[45] L. Cotula *et al.*, *op. cit.*

culteurs, ils font librement le choix de culture, en prenant en compte leur sécurité alimentaire et leurs besoins en énergie. Enfin, les droits fonciers traditionnels sont respectés et la mise en culture de jatropha ne fragilise pas l'accès à la terre des exploitations familiales.

Conclusion

Le très fort développement des agrocarburants largement basé sur de grandes plantations industrielles s'est réalisé au détriment de l'accès au foncier des agricultures familiales. Les exemples où de petits agriculteurs ont pu tirer parti du développement des agrocarburants sont peu nombreux.

Cependant, les changements dans la conjoncture économique (prix du pétrole en baisse et accès au crédit difficile) devraient limiter les investissements. À court terme et probablement à moyen terme, les acteurs privés devraient avoir plus de difficultés et devenir plus frileux à investir dans des filières non compétitives en raison d'un pétrole en forte baisse^[46].

La question de l'accès à la terre est actuellement beaucoup plus large et ne se réduit pas au cas particulier des agrocarburants. Les investissements massifs dans le secteur agricole sont aujourd'hui dominés par des pays recherchant aussi bien leur indépendance énergétique que leur sécurité alimentaire. Une éventuelle baisse de la demande en agrocarburants ne résoudra pas les difficultés qu'ont les agricultures familiales à sécuriser leur foncier afin de produire pour leur alimentation, leur revenu et un meilleur accès à l'énergie.

La question des agrocarburants montre une nouvelle fois la nécessité d'un renforcement du rôle de l'État aussi bien dans ses fonctions régaliennes qu'en tant qu'État providence. La protection du droit des citoyens et donc de leur accès à la terre est l'une de ces fonctions de l'État, lequel doit encadrer strictement les investissements dans le secteur agricole. Par ailleurs, la régulation des échanges agricoles qui permet de limiter les crises alimentaires doit être reconnue comme incombant à la responsabilité des États.

Enfin, les nouvelles formes de gouvernance faisant une place plus importante aux organisations de la société civile, comme c'est le cas au Brésil, doivent être encouragées pour équilibrer les rapports de force entre les différentes parties prenantes.

[46] Par exemple, en décembre 2008, la quantité d'huile de soja utilisée pour la fabrication de biodiesel aux États-Unis a diminué de 17 % suite à la baisse du prix du pétrole (*Flash Agri Zone Alena*, n° 133, 3 mars 2009).

